

DANS LE PIÈGE MALIEN

Au cœur du Sahel, le dispositif antidjihadiste de l'armée française s'acquitte d'une mission impossible alors que les groupes terroristes ne cessent de se renouveler.

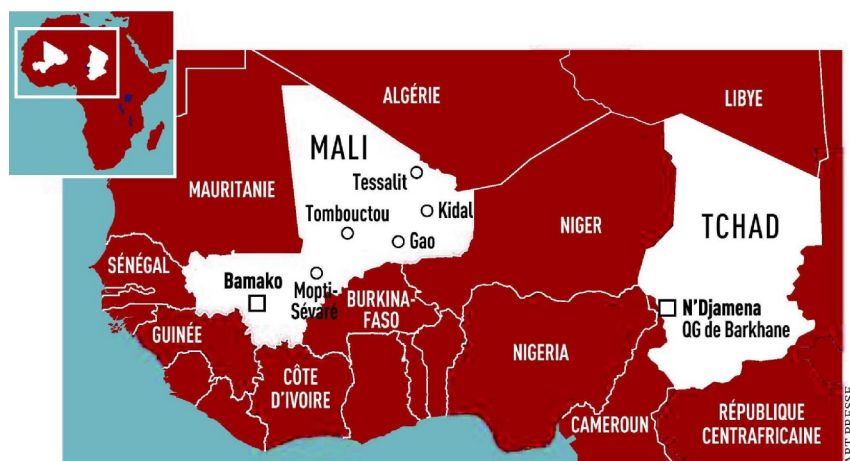
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, VINCENT HUGÉUX

Il faut deux bonnes heures au Hercules C-130 de la Minusma – la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali – pour parcourir les 1 200 kilomètres qui séparent Bamako de Gao, ancienne capitale de l'empire songhaï et tête de pont de l'âpre

lutte engagée contre le djihadisme au Sahel. A son bord, un casting cosmopolite à souhait : deux officiers bangladais, une équipe de la BBC, des dignitaires touareg coiffés de leur chèche, quelques femmes en boubou, une *sergeant* de l'US Army en treillis de camouflage et un délégué de la Croix-Rouge.

Quand l'avion de transport ventru se pose sur la longue piste de latérite balafant l'emprise gigantesque que se partagent les Casques bleus, les Forces armées maliennes (FAMa) et les Français du dispositif Barkhane, un soleil ardent embrase déjà ce coin de désert à peine irrigué par les méandres du fleuve Niger. Un site ultrasécurisé, mais certes pas invulnérable. Pas plus que le « supercamp » de Tombouctou, cible, le 14 avril, d'un assaut terroriste d'une ampleur et d'une audace inédites.

Ce samedi-là, au cœur de l'après-midi, la base de la Minusma, que jouxte une enclave Barkhane, essuie une salve de mortiers. Prélude au déboulé de trois voitures piégées qui tentent de forcer le passage, tandis qu'une poignée de kamikazes lourdement armés, certains



lestés d'une ceinture explosive, s'infiltrèrent dans l'enceinte. « Belle combinaison », concède un haut gradé tricolore. Et préparatifs soignés, comme l'attestent la durée des combats – plus de quatre heures –, le maquillage des bombes roulantes aux couleurs de la Minusma ou des FAMA et le port d'uniformes tantôt onusiens, tantôt maliens. Bilan de l'attaque, revendiquée le 20 avril dernier par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), alliance forgée en mars 2017 sous la férule du djihadiste touareg Iyad ag Ghali : un Casque bleu burkinabé tué, une dizaine de soldats de la paix et sept Français blessés, 15 assaillants « neutralisés ». Euphémisme de rigueur pour « éliminés ».

« Un revers cinglant », confie au Vif/L'Express le général de division Bruno Guibert, commandant de la force Barkhane, ou « Comanfor ». Vraiment ? Bien sûr, on est très loin du carnage escompté. Bien sûr, le contingent bleu-blanc-rouge paie ainsi le prix de ses succès ; nul doute qu'Ag Ghali tenait à venger la liquidation récente, lors d'un raid aérien, de plusieurs de ses lieutenants ; donc à restaurer sa crédibilité et son pouvoir d'attraction, tout en intronisant à la faveur d'une action d'éclat son nouvel état-major. Une logique de représailles également adoptée par ses rivaux de l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) : moins d'un mois après l'échec de l'embuscade tendue près de la frontière nigérienne à un convoi tripartite – Barkhane, FAMA et milices d'autodéfense locales –, échec fatal à une trentaine des leurs, ces émules de Daech ont

perpétré fin avril un double massacre dans deux campements touareg.

Il n'empêche. La complexité du mode opératoire choisi à Tombouctou reflète, tout comme la précision des tirs initiaux, une inquiétante professionnalisation ; voire l'irruption, dans l'aire sahélienne, de stratèges aguerris sur les fronts syrien, irakien ou libyen. Une certitude : cinq ans après leur déroute supposée, les fantassins du califat – si illusoire soit celui-ci – frappent à peu près où et quand ils veulent.

La preuve ? Le 22 avril, une attaque à la roquette a de nouveau visé le « super-camp » de la « cité des 333 saints », ainsi surnommée pour la richesse de son patrimoine religieux. Ni victime ni dégâts cette fois. Tel ne fut pas toujours le cas. Ainsi, en août dernier, une attaque d'envergure coûta la vie à sept Maliens, cinq sentinelles, un gendarme et un employé. De quoi convaincre à l'époque la Minusma de transférer son fief près de l'aéroport ; sans pour autant qu'un tel déménagement la place hors de la portée des agresseurs, candidats au martyre ou non.

Aucune des missions onusiennes de la planète ne s'avère plus coûteuse en vies humaines que celle déployée au Mali, forte de 12 500 militaires et policiers. Depuis 2013, 160 morts, dont 103 ciblés à dessein, soit la moitié des Casques bleus disparus en service. Quoique moins lourd, le tribut payé par la France n'en est pas moins cruel. Sur ce panneau affiché à l'entrée de la ZAR – zone à accès réservé – de l'enclave de Gao figurent les visages des 22 engagés fauchés au Sahel.

→ Faut-il mourir pour Tombouctou ?

L'IED – « engin explosif improvisé » en version anglaise – planqué en bord de piste et souvent actionné à distance demeure la hantise des militaires étrangers, de leurs frères d'armes maliens et des civils, de loin les plus vulnérables. « C'est l'arme des faibles et des lâches », peste un colonel. Une arme dont une équipe d'experts dissèque les variantes dans un discret laboratoire niché au cœur du camp de Gao, traquant empreintes et traces d'ADN. Serait-on démuné face à un tel fléau ? Pas totalement. Des « brouilleurs » embarqués perturbent les déclenchements télécommandés, tandis que sur les tronçons à risques, un blindé pourvu d'un pare-chocs avant à toute épreuve ouvre la voie.

Faut-il mourir pour Tombouctou ? Doit-on risquer sa vie pour le Sahel ? Depuis août 2014, date à laquelle le dispositif Serval a été rebaptisé Barkhane et élargi aux cinq pays jugés les plus menacés – Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad –, soit une zone aride et hostile vaste comme l'Europe, les 4500 hommes du contingent français s'échinent à contenir un mal que nul ne peut prétendre éradiquer. « Deux handicaps majeurs, résume un vétéran des "opex" (opérations extérieures). D'abord, les élongations qu'impose l'immensité de l'espace. L'Afghanistan, c'est un mouchoir de poche ; le Sahel, une nappe 24 couverts. Ensuite, l'abrasivité du terrain. Le sable a la finesse de la farine. Ajoutez-y la rocaille et la chaleur intense, et vous obtenez un mélange aussi éprouvant pour le matériel que pour les personnels. »

Autre écueil, les limites de l'arsenal

technologique : « Il n'y a qu'au cinéma que les satellites et la surveillance électronique aérienne décèlent le moindre mouvement, ironise un autre galonné familier des champs de bataille africains. Ici, dès que le vent se lève et ensable l'horizon, plus rien ne décolle. » Là n'est pourtant pas l'essentiel.

Fort du pacte noué avec réseaux criminels et trafiquants de tout poil, le djihadisme mute, mais ne se rend pas. Il essaime, s'enracine dans un tissu social rongé par l'indigence et le sentiment d'abandon, se fragmente en cellules légères et mobiles, dont les caches regorgent d'armements et de munitions. Cette nébuleuse ne compte, dit-on, qu'un demi-millier de combattants opérationnels. Trop peu pour bâtir une armée ; mais bien assez pour orchestrer raids dévastateurs et hécatombes aveugles. D'autant que le chapitre sahélien du djihad global peut miser sur la complicité, consentie ou contrainte, d'une cohorte d'indicateurs, guetteurs, courriers et porte-flingues. De plus, si le GSIM d'Iyad ag Ghali et l'EIGS d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui émanent de deux matrices concurrentes – Al-Qaeda pour l'un, Daech pour l'autre –, il leur arrive de nouer des alliances ponctuelles.

Ce qui les soude ? Un objectif commun. Il ne s'agit plus de courir après la chimère de l'entité territoriale homogène et souveraine, mais de chasser les forces étrangères puis de dicter au pouvoir civil de Bamako, miné par sa faiblesse chronique, un compromis avantageux. Il va de soi que l'état-major français tente d'adapter sa riposte à la nouvelle donne, privilégiant désormais les sorties au long cours

– de cinq à six semaines – et la collecte de renseignement humain. Notamment dans le secteur dit « des trois frontières », aux confins du Mali, du Niger et du Burkina. Une inflexion tactique nécessaire ? Sans doute. La panacée ? Certes pas.

Tout reste à parfaire

Une évidence : pas question de plier bagage à brève échéance. « Ce serait prématuré, tranche à Gao le colonel Yacoubou Sanogo, commandant du secteur 1 des FAMA. Si Barkhane partait demain, nous aurions de sérieux soucis. Bien sûr, notre armée progresse et l'image de ses soldats, authentiques patriotes, s'améliore de jour en jour. Mais elle ressemble encore à un bébé qui peine à se tenir seul debout. D'autant que, à ce stade,

Trouver une issue militaire à une impasse politique

l'ossature militaire du G5 Sahel n'est pas à la hauteur de l'enjeu. » Allusion à la force conjointe de 5 000 hommes, alliage de contingents fournis par le quintette Mauritanie-Mali-Niger-Burkina Faso-Tchad, censée se déployer dans les prochaines semaines.

Certes, la France officielle n'en finit plus de saluer la « montée en puissance » de ladite force et d'afficher sa volonté d'intensifier l'appui aux partenaires du cru, histoire de réduire graduellement son

« empreinte au sol ». Reste que les deux exercices en vraie grandeur conduits à ce jour ont avant tout jeté une lumière crue sur les carences de l'assemblage commandé par le général malien Didier Dacko, dont le QG est installé à Sévaré, au centre du pays. Equipement, formation, coordination, renseignement : tout reste sinon à faire, du moins à parfaire. Et à financer.

Au fond, si l'aventure Barkhane se solde par un semi-échec, elle le doit à une erreur de parallaxe devenue classique : on attend de ce dispositif qu'il apporte une issue militaire à une impasse politique. Laborieusement scellé au printemps 2015, l'accord d'Alger devait régir la normalisation des relations orageuses entre Bamako et le Nord, historiquement délaissé par le pouvoir central et qu'enfièvre depuis des lustres les pulsions irrédentistes. La conjuration des apprentis sorciers, prisonniers de leurs calculs, a eu raison de cet arrangement ; tandis que l'apathie suspecte du chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Keïta, alias IBK, figeait de fait un statu quo funeste.

Dans ce contexte électrique, soldats français et casques bleus onusiens auront à déjouer deux traquenards. D'abord, l'élection présidentielle du 29 juillet prochain, échéance propice aux surenchères populistes comme aux coups d'éclat terroristes. Ensuite, l'angoissante dégradation de la situation sécuritaire dans la région centrale du Mali, entre Mopti, Djenné et Bandiagara. Là se mêlent, en un cocktail toxique, l'activisme djihadiste et le réveil de litiges identitaires ancestraux. A commencer par les contentieux mettant aux prises pasteurs peuls d'une part, paysans dogon ou bambara et chas-

seurs traditionnels dozo d'autre part.

Si Barkhane n'a pas vocation à opérer dans ce secteur, un tel foyer infectieux complique fatalement sa tâche. Tout comme, à Gao même, les tensions récurrentes entre Arabes et Songhaï. Un autre péril, plus diffus, obscurcit l'horizon : les exactions imputées aux milices touareg que les Français associent, dans le Nord, à leurs missions de « contrôle de zone » ; tels le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et le Groupe d'auto-défense touareg Imghad et alliés (Gatia), suspectés non sans raison de persécuter la communauté peule.

Doit-on périr pour le Sahel ? Peut-être pas. Mais si le Mali et ses voisins succombent, si cette digue saute, c'est aux accents du djembé, du balafon et de la kora que l'Europe marchera vers l'abîme. ♦